

Avenir lycéen : JM Blanquer ne s'explique pas

4-6 minutes

Comment appeler ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale le 24 novembre ? A trois reprises des députés de gauche et de droite ont demandé des explications à JM Blanquer sur son implication dans la création et l'action de l'association Avenir lycéen. Le premier ministre a estimé que l'accusation "est dénuée de tout fondement". Par la suite, JM Blanquer, interrogé à deux reprises a pris soin de ne jamais répondre aux questions en répondant à des questions qui ne lui étaient pas posées. Il a refusé d'affirmer qu'il n'avait eu aucun rôle dans la création d'Avenir lycéen. Le gouvernement fait peu de cas des questions des députés.

Castex couvre JM Blanquer



Lors des questions au gouvernement, le 24 novembre, trois députés ont interrogé le gouvernement sur les relations entre JM Blanquer et le syndicat lycéen Avenir lycéen. André Chassaigne (PC) a lancé la première question sur les accusations d'avoir

crée ce syndicat de toute pièce en allant jusqu'à rédiger des communiqués et finalement d'avoir manipulé des jeunes pour soutenir sa politique.

Jean Castex a répondu lui-même en couvrant totalement son ministre de l'éducation. "Vous avez employé l'expression "le ministre aurait constitué un syndicat de toute pièce. Cette accusation est dénuée de tout fondement". Il annonce qu'un rapport sera fait par le ministère de l'éducation nationale sur le financement d'Avenir lycéen et de toutes les associations lycéennes depuis 10 ans.

JM Blanquer refuse une enquête administrative indépendante

Sylvie Tolmont (PS) interroge à son tour JM BLanquer. "Mon propos n'est pas de vous interroger sur l'origine de la création et la nature de ce syndicat dont nombre de ses membres sont issus de votre parti politique, ni sur le bon usage des subventions importantes qui lui ont été versées...Il appartiendra par ailleurs à la justice, saisie de plaintes de plusieurs syndicats, de faire en toute indépendance la lumière sur les éléments de ce dossier qui seraient pénalement répréhensibles. Cela dit, on ne peut balayer la gravité des faits révélés d'un revers de main, comme vous le faites. Un ministre ne peut créer ses interlocuteurs et en faire des instruments de promotion de ses réformes tout en affaiblissant les oppositions existantes... Afin de garantir la nécessaire impartialité qu'une enquête interne ne saurait offrir, allez-vous consentir à ce qu'une enquête soit diligentée non par vos services, qui seraient alors juge et partie, mais par l'inspection générale de l'administration, comme on est en droit de l'exiger dans un État de droit ?" JM Blanquer répond sur la subvention versée à Avenir lycéen et sur le fait qu'il a rencontré les dirigeants de cette association : "mon

cabinet et moi-même voyons sans arrêt des interlocuteurs de cette nature". De fait l'un d'eux a été embauché au ministère. "Troisièmement, vous me demandez s'ils ont fait un bon usage de leur argent. Je vous répondrai que ce n'est pas sûr" etc. A aucun moment le ministre n'a même fait mine de répondre à la question de la députée.

Une députée LR qui a un "nouveau genre"...

Frédérique Meunier , députée Les Républicains, pose une question simple : "avez-vous, oui ou non, tenu un rôle direct ou indirect dans la création du syndicat Avenir lycéen ?". JM BLanquer répond en rappelant les sommes versées aux différents syndicats lycéens ces dernières années. "Je peux vous dire que les liens entre M. Mélenchon et l'UNL sont beaucoup plus forts que ceux que je peux avoir avec Avenir lycéen. Vous vous faites l'avocate de Mediapart et de Libération. C'est votre nouveau genre et je vous en félicite, mais ce que je peux vous dire très simplement, c'est que je n'ai vraiment aucun problème pour présenter tous ces chiffres devant tout le monde. Comme je l'ai dit en réponse à une question précédente, on peut aussi regarder ce qui a été donné ces dix dernières années, l'usage qui en a été fait".

Finalement , ni J Castex , ni JM BLanquer ne se sont expliqués sur ce qui est un bien un scandale d'Etat. La réponse c'est la diabolisation des députés et des quotidiens Mediapart et Libération, accusés d'être manipulés par LFI. JM Blanquer n'a même pas dit qu'il n'avait pas pris part à la création d'Avenir lycéen. Ces non réponses signent simplement le rapport de force dans lequel s'enferme le gouvernement. Une nouvelle version du "qu'ils viennent me chercher" ?

F Jarraud